Zeitschrift: Revue de Théologie et de Philosophie
Herausgeber: Revue de Théologie et de Philosophie
Band: 12 (1924)

Artikel: La carte du protestantisme français : essai historique et géographique
Autor: Bost, Charles
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-380077

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA CARTE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

ESSAI HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

On sait que les protestants de France, réduits à une faible minorité par une longue série d'épreuves, sont très disséminés, tout en formant encore, en diverses régions, des groupes assez compactes. Une *Carte de la France protestante*, établie récemment, qui rend très nettement visible cette répartition, donne lieu à des observations intéressantes (1).

Les rédacteurs de la carte ont pris pour base le lieu de culte. Sans distinguer entre les divers groupements ecclésiastiques du protestantisme contemporain, ils ont marqué toutes les localités où a lieu actuellement « un prêche », pour employer le mot ancien. Ils ont teinté en rose les régions où se révélait la présence d'une minorité notable, et en rouge vif celles où la minorité s'avérait plus forte. Un simple coup d'œil permet donc de distinguer, dans la France de 1923 (l'Alsace et la Lorraine comprises, naturellement) les coins de province où les communautés protestantes demeurent serrées.

Il ne s'agit ici, cela va de soi, que d'une information de quantité, et (relevons aussi ce fait) de quantité administrative. Tel point minuscule d'apparence, comme Paris, Lyon, Le Havre, représente

(1) *Carte de la France protestante.* Etablie par la *Fédération protestante de France,* Fischbacher, éditeur, à Paris. La carte est entourée de sept cartons qui reproduisent, à une plus grande échelle, les régions les plus peuplées, et de deux autres qui se rapportent à l'Afrique française du Nord. (Une carte analogue avait été dressée en 1878 par le pasteur Louis Nègre. La librairie Fischbacher peut encore la fournir.)

un chiffre de protestants qui équivaut à celui de telle autre région plus étendue. Il ne faudrait donc pas juger, d'après ce seul tableau, ni de la valeur réelle, ni de l'influence exacte d'une partie déterminée du protestantisme. Cette réserve formulée (elle était absolument nécessaire), il reste que notre carte produit une impression de surprise, qui pousse immédiatement à une question. Quelle est la raison, demandera un étranger (n'allons pas au delà de nos frontières, et disons : un Français catholique, ou même souvent : un protestant) pour laquelle les agglomérations de la Réforme sont toutes, ou presque toutes, ramassées au sud-est, au sud, et à l'ouest du plateau central ?

En effet, si nous regardons au nord, nous trouvons, teintés d'écarlate : 1. L'Alsace autour de Strasbourg.

2. Le pays de Montbéliard.

3. La région minière du Pas-de-Calais.

4. Une région de l'Aisne, au nord de Saint-Quentin.

Ajoutons quelques taches moins vives, qui concernent Paris et la basse vallée de l'Oise — Rouen et Le Havre — ou qui parsèment, vers les Vosges, les vallées de la Meurthe et de la Moselle, et voilà tout ce qui frappe les yeux au-dessus d'une ligne qui joindrait Nantes à Lyon. Au-dessous de cette ligne, d'ailleurs, nous constatons encore un désert d'Eglises sur toute la superficie du Plateau Central, de Limoges vers la Garonne et le Tarn, et vers le Puy.

Par contre, sur tout le pourtour méridional, oriental et occidental de cette masse montagneuse, voici des essaims de paroisses, séparés d'ailleurs les uns des autres par des couloirs vides. Ce sont :

5. Le Dauphiné (depuis le Rhône, entre Valence et Montélimar, jusqu'à Grenoble et la haute Durance) — et plus bas la basse vallée de la Durance ;

6. Le Vivarais (depuis le Rhône, entre Valence et Privas, jusqu'au Puy) ;

7. Le Bas Languedoc de Nîmes et d'Uzès qui va s'unir, pour monter jusqu'au Mont Lozère, avec les Cévennes proprement dites ;

8. Le Bas Languedoc de Montpellier, qui remonte jusqu'au Rouergue de Saint-Affrique et de Millau ;

9. Le Haut Languedoc (Mazamet et Castres) ;

10. Montauban et sa banlieue ;

11. L'Agenais avec Nérac et Tonneins ;

12. Bordeaux et « la Vallée » de la Dordogne (Bergerac) ;

13. Au-dessus, enfin, la Saintonge, les Charentes et le Haut Poitou, avec, à l'ouest, l'Aunis de La Rochelle, et le Bas Poitou de la Vendée.

Deux autres masses moins denses, au sud de la Garonne, se dessinent vers l'Ariège (le Mas d'Azil) et dans le Béarn (Orthez).

Si l'on remarque, après ce premier examen, que les groupements 1 et 2 (Alsace et Montbéliard) n'ont eu que tardivement une histoire proprement « française », que le groupe 3 (Pas-de-Calais) est comme nous le dirons, d'origine contemporaine, et que, par conséquent, aux neuf groupes du midi ou de l'ouest (du 5 au 13) ne répondent dans le nord que celui de Saint-Quentin et celui de Paris, avec ce qui subsiste de la Réforme vers Rouen ou vers Nancy, on ne pourra que s'étonner d'une distribution géographique aussi étrange.

Les théoriciens qui échafaudent les faits sur leurs rêves diront-ils que la montagne est rebelle à la Réforme et que seule la plaine a pu se laisser contaminer par elle ? Pourquoi alors les plaines de la Loire ou de Caen auraient-elles été différentes de celles de la Garonne ? Et pourquoi voit-on, d'autre part, la montagne du Dauphiné et les Cévennes du Puy, ou celles de l'Aigoual, peuplées d'anciens huguenots ? Plus malheureux encore seront ici les tenants obstinés de la prestigieuse idée de « race ». Prétendra-t-on que la Réforme n'a prise que sur des âmes « germaniques », quand on la constatera vivante, en France, dans les provinces les plus « latines » de notre sol ? Laissons de côté, en histoire, les raisonnements abstraits. La carte contemporaine du protestantisme, en France, s'explique le plus nettement du monde par la suite des vicissitudes de la Réforme française. Il suffira de résumer les événements qui ont fait les douleurs et les gloires des Eglises huguenotes, pour constater qu'ils demeurent encore inscrits, par leurs conséquences, sur le champ de cette longue bataille. Nous ne présentons ici qu'un modeste essai, qu'il y aurait lieu de reprendre avec minutie pour chacune de nos provinces. Nous croyons cependant être en mesure d'établir solidement une suite de faits dont l'ensemble est dès à présent acquis.

Pour être parfaitement clair, nous devrions placer nos lecteurs devant deux autres cartes, qui n'ont pas encore été dressées, mal-

heureusement. La première représenterait la France protestante aux temps du premier éveil de la Réforme, et elle se bornerait à marquer l'emplacement des bûchers des martyrs. A cette carte, qui nous reporterait environ aux années 1523-1541, il en faudrait joindre une autre, qui concernerait la diffusion de la Réforme en France, de 1541 à 1562. La première, pour user d'une expression commode, serait l'image de la France luthérienne, la seconde celle de la France calviniste. Or, ces deux tableaux, assez différents de la carte de 1923, montreraient des taches rouges réparties plus uniformément sur la France entière, le second accusant déjà une certaine prépondérance du midi.

1. *Le mouvement luthérien* (*1523-1541*).

Il est reconnu aujourd'hui que si la France intellectuelle et religieuse des premières années de François Ier a été sensible aux mouvements « pré-réformés » suscités par des hommes comme Erasme, ou Lefèvre d'Etaples, c'est bien l'exemple, l'attitude et les écrits de Luther qui y ont provoqué les premières manifestations « protestantes ».

Paris, relativement proche des Pays-Bas, où les Augustins d'Anvers ont marché de bonne heure sur la voie que Luther (Augustin lui-même) avait ouverte, a été touché assez rapidement. Le moine Jean Vallière y fut supplicié en 1523 comme un disciple de Luther, et la région de Meaux où l'évêque Briçonnet pensait répandre un Evangile qui demeurât romain, fut entraînée dès 1524 à une opposition violente contre le pape.

Il ne faut pas oublier cependant qu'en l'année 1522 le Franciscain François Lambert quittait Avignon pour se rendre en Allemagne, gagné déjà aux idées luthériennes ; qu'en 1523 le futur réformateur Farel, dans un voyage à sa ville natale de Gap, y avait converti aux mêmes doctrines un jeune noble du Dauphiné qui partit également pour Wittemberg, et qu'en 1523 encore le Cistercien Pierre de Sibiville avait prêché le «luthéranisme» à Grenoble. L'année suivante, Mâcon et Lyon entendent dire, du haut de la chaire, qu'il faut «obéir à l'Evangile plutôt qu'à l'Eglise» (1). Voici donc dans le sud-est la Réforme à l'œuvre comme à Paris.

(1) Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français, 1921, p. 198 et suiv.

Dans la Normandie, d'autre part, l'Université de Caen sera bientôt dénoncée comme un foyer d'hérésie, et à Alençon Marguerite d'Angoulème fait imprimer des traductions de l'Ecriture. Quand elle aura épousé le roi de Navarre, sa cour de Nérac, dès 1528, deviendra sur les rives de la Garonne un autre centre de propagande.

Enfin entre 1528 et 1534, on notera des manifestations luthériennes à Amiens, à Orléans et à Bourges, à Tours, à Poitiers, à Bazas (près Bordeaux), à Castres, à Toulouse, et en Vivarais (1). La plupart des provinces de France ont donc été atteintes. La répression violente qui, ici ou là, disperse les premiers adhérents en brûlant ceux qu'elle saisit, contribue à la diffusion de leurs idées. On sait comment Calvin, plusieurs fois, a dû changer de retraite, après être devenu dans les lieux de son séjour un maître écouté, et on peut rappeler — entre beaucoup d'autres faits — que l'affaire des Placards (affiches) qui fut si grave à Paris en 1534, eut pour résultat de chasser de la capitale un certain Nicolle Maurel, ancien Célestin, qui alla continuer son œuvre jusqu'à Bordeaux et Agen (2).

2. *La propagande calviniste* (*1541-1562*).

Ce mouvement incessant des propagandistes va devenir plus intense, à dater de l'époque où Calvin, définitivement fixé à Genève, fait de la ville un lieu de refuge et un milieu d'éducation évangélique, d'où partent, en français, l'*Institution chrétienne*, le *Catéchisme* nouveau, les *Psaumes* de Marot, et d'innombrables imprimés, depuis les Commentaires bibliques ou les Sermons, jusqu'aux minces livrets de controverse ou d'édification. Les colporteurs, et aussi les prédicateurs, quittent alors Genève ou la Suisse romande, pour se glisser, par Dijon, par Lyon ou par Chambéry, sur les terres les plus lointaines du royaume de François Ier ou d'Henri II.

Passons sur les détails de ce long effort de vingt ans, pour en relever les résultats à la date de 1560, à la veille des guerres de religion, quand la France, après la mort accidentelle d'Henri II devient, suivant l'expression de M. Lucien Romier, « le royaume

(1) Bulletin, 1904, p. 98 et suiv.
(2) Bulletin, 1912, p. 193.

de Catherine de Médicis ». M. Romier, sous ce titre, a publié récemment un ouvrage magistral, qui ramasse, en les renouvelant sur bien des points, des recherches commmencées par la *Société de l'histoire du protestantisme français*. Il fournit notamment un tableau très précieux de la distribution du protestantisme d'alors (1). Résumons-le ici.

Dans les provinces du midi et du sud-ouest, la Réforme a jeté de très profondes racines. Pour des raisons qui ne sont pas encore nettement connues, les prédicateurs ont trouvé là un champ plus libre qu'ailleurs, ou des auditeurs plus accueillants (2). A la fin du règne d'Henri II, de Valence à Poitiers, en passant par Nîmes, Toulouse et Bordeaux, les communautés protestantes se touchent, pour ainsi parler. Le Vivarais et le Dauphiné sont gagnés. La Basse Durance, de Forcalquier à Salon est un bloc. La basse vallée du Rhône possède les fortes Eglises du Pont-Saint-Esprit et d'Orange. Le reste des groupements du sud (avec Toulouse qui compte en 1561 huit à neuf mille protestants) étend sa ligne épaisse sur les mêmes terres que signale la carte de 1923. Nîmes et les Cévennes, Montpellier, Castres, Montauban, Agen, sont autant de centres huguenots. Quant à la région qui monte de Bordeaux à Poitiers, le mouvement de la Réforme y a acquis de 1558 à 1561, dit M. Romier, « une ampleur extraordinaire ».

Mais dans la France du nord certains groupements presque aussi denses répondent à cette masse méridionale. Le Cotentin, la campagne de Caen et de Bayeux, le pays de Caux, avec Le Havre, Dieppe et Rouen, peuvent se comparer au Vivarais ou à la Saintonge. Au sud de Paris, l'Orléanais va devenir pour les huguenots « une place forte, opposée au centre catholique de la capitale ». La vallée de la Loire, d'Orléans à Saumur, l'Anjou, la Bretagne même (entre Saint-Malo et Nantes) comptent de vivaces communautés. La Champagne a aussi ses Eglises, de Meaux à Wassy, la Bourgogne a les siennes autour d'Autun, et à Mâcon. L'Auvergne n'est pas demeurée étrangère à cet élan général. Bref,

(1) Lucien Romier, *Le royaume de Catherine de Médicis* (1922), II, p. 152-182.

(2) M. Romier n'a pas appuyé sur un fait, mis en lumière par M. Hauser (*Etudes sur la Réforme française* (1909), p. 187) à savoir que dans le midi et le sud-ouest les villes et les bourgs étaient administrés par des « Consuls » jaloux de leur indépendance en face de l'évêque ou du roi.

écrit M. Romier, « sauf peut-être certaine région du nord et la pointe de la Bretagne, il n'était aucun pays de France qui ne connût et n'accueillît plus ou moins favorablement la doctrine des réformateurs » (1). Nous croyons même pouvoir ajouter que l'extrême nord, que notre auteur laisse de côté, doit être jugé de la même façon que le reste du royaume, car les Eglises de l'Aisne n'ont pu se fonder — puisqu'elles ont survécu aux guerres de religion — qu'avant 1562.

L'impression qui résulte de ce tableau d'ensemble est celle-ci : en 1561, le protestantisme, très répandu dans le sud-est, le sud et le sud-ouest, et dans la Normandie, était en d'autres provinces réduit à des Eglises de ville, souvent considérables, mais isolées. On pourra étudier, comme le fait M. Romier, les conditions particulières qui du point de vue politique, fiscal, social, religieux, ont favorisé ou entravé, suivant les régions, l'expansion de la Réforme. Nous ne présenterons ici qu'une observation, d'ordre géographique, à savoir que les idées nouvelles ont pris racine le long des grandes voies de communication, parcourues par les colporteurs ou les prédicateurs. M. Romier n'accepterait cette assertion que pour la période de la première Réforme, car, dit-il, « la Bourgogne, la Champagne, l'Ile-de-France, la Picardie que sillonnent les plus grandes routes, restent catholiques tandis que le Vivarais, le Gévaudan, le Rouergue, le Cotentin, pays presque inaccessibles, adoptent la Réforme »(2). A cette affirmation, nous avons répondu, touchant la Picardie, en mentionnant les Eglises de l'Aisne. En ce qui concerne l'Ile-de-France on peut dire que le voisinage de Paris, résidence du roi et de la Sorbonne, y a entravé l'œuvre des réformateurs. Quant à la Champagne, comment oublier que le duc de Guise ne s'est trouvé en face des protestants de Wassy que parce que la ville était sur la route qui joint la Lorraine à Paris ? Enfin, pour la Bourgogne, les Eglises de Mâcon, Châlon, Beaune, Dijon, Is-sur-Tille ne jalonnent-elles pas le chemin de Lyon à la Champagne ? et le groupe d'Autun n'est-il pas sur la voie qui unit la Saône à la Loire ?

Un simple regard jeté sur la carte, montre d'autre part, la con-

(1) II, 183. M. Romier admet comme exact le chiffre de 2150 Eglises comptées par Coligny à la fin de 1561.

(2) II, 182.

cordance des Eglises compactes du midi avec la route qui descend de Lyon à la Méditerranée, avec celle qui joint Nîmes à Bordeaux (avec un détour par Castres, en raison de l'hostilité du Parlement de Toulouse), et avec celle qui de Bordeaux remonte à Paris. Les Eglises de la Loire s'étendent aussi sur le chemin de Paris à Nantes, celles que nous connaissons en Bretagne, sur la route de Nantes à Saint-Malo. Celles du Cotentin, si elles sont « inaccessibles » en apparence, sont l'aboutissement de la voie qui mène de Paris aux Iles anglo-normandes où la Réforme s'est établie de bonne heure, et elles ont profité du voisinage de ces îles qui offraient un asile aux prédicateurs, en cas d'alerte. Dans la Haute-Normandie, on suit les communautés sur le chemin qui relie Rouen au Havre.

Certains détails de la carte sont particulièrement instructifs pour notre propos. L'arrière pays du Dauphiné nous montre des Eglises qui s'égrènent, du nord au sud, sur les sentiers de montagne qui passent de Grenoble à Aix en Provence. La France du centre vaut qu'on s'y arrête aussi un instant. Le lourd bastion de l'Auvergne est difficile à pénétrer. Il est cependant traversé par une grande voie, celle de l'Allier. En 1562 elle était ponctuée par les communautés de Moulins au nord, et d'Issoire au sud, et par quelques groupements moindres, parmi lesquels il faut citer Clermont, puisque on a découvert récemment que le propre grand-père de Blaise Pascal était protestant (1). Enfin si les environs du Puy ont été acquis à la Réforme, c'est que le Vivarais, « inaccessible » selon M. Romier, était parcouru par les muletiers et les marchands du Velay qui allaient chercher dans le midi des fruits ou du vin, et si le Rouergue, au premier abord très reculé, a eu ses Eglises protestantes, c'est également qu'il commerçait régulièrement, par Bédarieux, avec les plaines de Montpellier. Le massif central, dans sa partie occidentale ne communique qu'avec le Berry ou la région de Bordeaux, et il a été légèrement entamé aussi par la propagande venue de ce côté, puisque la Marche (Aubusson) et la Corrèze ont eu leurs Eglises en 1560.

Disons donc que d'une façon générale le protestantisme en 1561, était en possession, sur toutes les routes de France, de gîtes d'étape, de forteresses, et de grands centres de ravitaillement.

On voudra bien se rappeler maintenant, que les premières

(1) Bulletin, 1923, p. 273.

Eglises réformées ont été organisées seulement en 1555, que leurs premiers essais de cohésion nationale sont de 1557 (Poitiers) et de 1559 (Synode national de Paris), que les Synodes provinciaux les plus anciens sont donc de 1560 ou de 1561 — et que les guerres de religion éclatent en l'année 1562. Ces dates montrent comment la Réforme, arrêtée en plein essor, alors qu'elle enregistrait des progrès journaliers, et au moment même où elle se donnait une solide constitution, a pu rester sans action sur des pays où elle n'a pas eu le temps de pénétrer. Si, sur la carte de 1923, tant de provinces demeurent en blanc, c'est qu'en effet le protestantisme n'a pas été en mesure de s'y développer. A partir de 1562, bien loin de pouvoir s'accroître, il a dû consacrer tout son effort à se conserver.

3. *Les guerres de religion* (*1562-1598*).

Il nous faut maintenant montrer comment la suite lamentable des guerres de religion a peu à peu modifié la carte des provinces protestantes, telle qu'on la pouvait décrire en 1561.

On sait de quelle façon fut menée la lutte horrible qui éclata au lendemain de l'affaire de Wassy en Champagne. Tandis que Coligny imposait à ses troupes des « maximes ministrales », qui ne réussirent pas à empêcher les huguenots de saccager affreusement les sanctuaires catholiques, du côté des adversaires, ce fut le massacre commandé. La terreur provoqua des abjurations, et la tuerie anéantit — ou presque — des communautés entières. A la paix d'Amboise (1563) les campagnes protestantes de la Normandie sont décimées, et les Eglises de Rouen et de Caen très réduites. Les communautés de la vallée de la Loire, celles de la vallée de la Saône, comptent à peine. Toulouse est abîmé. La basse vallée du Rhône (Orange) est vide d'Eglises, et Nîmes et Uzès font à l'ouest la frontière du bloc Cévenol, qui n'a d'ailleurs pas souffert. La Provence est blessée gravement. Cependant à cette date, le midi protestant déjà s'affirme beaucoup plus nombreux que le nord.

Les guerres suivantes accentueront encore ce déséquilibre. Des édits comme celui de 1569 excluant de l'Université ou des Offices de judicature tous les protestants, ordonnant aux pasteurs de sortir de la France dans les quinze jours, et défendant tout autre

culte que le culte catholique, ont leur répercussion immédiate dans la Normandie et dans les provinces voisines de Paris, où l'autorité du roi et de ses troupes garde son plein effet. L'Eglise d'Orléans succombe. La résistance huguenote recule vers l'ouest. La Rochelle passe au rang de ville principale du parti et c'est dans les Charentes, à Jarnac et à Moncontour (1569), que le futur Henri III croit avoir écrasé pour toujours les obstinés. Mais Coligny se refait une armée dans les régions de la Garonne et du midi rhodanien, et traversant le Forez reparaît avec des forces neuves : les protestants du sud ont sauvé la situation.

La Saint-Barthélemy (1572) achève Orléans et la vallée de la Loire, détruit Sens et Bourges, blesse très gravement Paris et Lyon. La lutte ne peut plus se continuer qu'en dessous de la Loire : Sancerre et La Rochelle subissent des sièges rigoureux, mais le midi, une fois de plus reste la seule citadelle capable de résister à l'assaut. Le parti se reforme, cette fois non plus seulement religieux, mais militaire, et à demi-indépendant, dans les assemblées de Montauban (1573) et de Millau en Rouergue (1574). Henri de Navarre, fuyant la cour pour reprendre sa place à la tête des armées protestantes courra à Alençon (1576), mais il pointera aussitôt vers le sud-ouest. Son quartier général sera établi entre Bergerac et Agen, et il vaincra la noblesse ligueuse à Coutras (1587). Dans le sud-est, le Languedoc demeurera à l'abri des tempêtes, car le gouverneur Montmorency y aura établi une trêve entre réformés et catholiques.

Les menées de la Ligue ne seront vraiment douloureuses pour les protestants que dans la partie septentrionale du royaume. L'Edit de Nemours (1585) chassant de France les pasteurs et les chefs laïcs des Eglises, et sommant les huguenots de se convertir dans les quinze jours sous peine de confiscation des biens, « y fera aller à la messe, écrit d'Aubigné, trois fois plus de protestants que n'avait fait la Saint-Barthélemy ». Ailleurs, des succès partiels des Ligueurs détruiront des bourgs isolés, qui étaient demeurés, dans des quartiers menacés, des points de concentration évangélique. Marvéjols en Gévaudan, par exemple, est mis à sac en 1587. (En Auvergne, Issoire a été rasé en 1577.)

Lorsqu'enfin Henri IV, devenu roi de France, établira la paix religieuse, et la consacrera par l'Edit de Nantes, on ne verra plus, dans la nation épuisée, de « Provinces » protestantes vraiment

denses que sur les rebords est, sud et ouest du plateau central, là même où nous les trouvons aujourd'hui. Presque partout ailleurs, les communautés diminuées s'agrègeront en « Provinces » plus vastes, où l'on pleurera sur des ruines.

4. *De l'Edit de Nantes à sa Révocation* (*1598-1685*).

Sous le régime de l'Edit de Nantes, les protestants se trouvèrent dans l'absolue impossibilité de corriger la disproportion qui se marquait pour eux entre le nord et le midi. Il leur était interdit de fonder des Eglises nouvelles. Le seul prosélytisme qui pour un temps leur fut loisible, ne pouvait aboutir qu'à fortifier les communautés auxquelles les commissaires exécuteurs de l'Edit avaient reconnu le droit d'exister. Ils usèrent de cette liberté, et on n'a pas suffisamment relevé les résultats de leurs efforts. Mais ils avaient maintenant en face d'eux une Eglise catholique rénovée, qui, vigoureusement appuyée par Louis XIII et surtout par Louis XIV, voulait ressaisir tout ce qu'elle avait perdu. La piété, le zèle convertisseur, la protection des magistrats royaux, fournirent au catholicisme un avantage constant qui fit ployer ici ou là des protestants déjà fort misérables. Dans les Provinces du nord, des communautés peu nombreuses, après s'être maintenues quarante ou cinquante ans, disparurent, malgré le secours que les « Eglises fortes » donnèrent aux « Eglises faibles ». Après 1660, quand s'affirma la volonté arrêtée de Louis XIV de détruire, morceau par morceau, le protestantisme de France, d'autres Eglises furent supprimées par arrêt du Conseil, pour avoir soi-disant contrevenu aux stipulations de l'Edit de Nantes. D'année en année, le nombre des communautés diminua.

Assurément, le chiffre total des protestants ne baissa pas d'autant. Beaucoup d'entre eux continuèrent à vivre sans le culte public, ou s'imposèrent de longues marches afin de rester en contact avec un pasteur. Cependant la lourde pesée d'une demi-persécution, les légales « interprétations » de l'Edit d'Henri IV qui en supprimaient en fait les clauses les plus assurées, eurent pour conséquence d'appauvrir, en Normandie, en Champagne, en Bourgogne, le protestantisme des campagnes. Il convient de noter, par contre, comment dans les villes la Réforme conserva sa force, ou même s'accrut. La richesse de leurs commerçants, de leurs

industriels, de leurs banquiers, conféra un éclat particulier aux Eglises, par exemple, de Caen, de Rouen, de Dieppe, de Paris. En d'autres régions l'activité intellectuelle donna du lustre à des communautés moins opulentes. Saumur sur la Loire, eut une Académie (nous dirions aujourd'hui une Université) protestante connue de toute l'Europe évangélique, et dans les Ardennes, l'Académie de Sedan, fondée par les Bouillon (Turenne) dans leur principauté indépendante, ne jouit pas d'une moindre célébrité. Les groupements du nord, pour épuisés qu'ils aient paru à l'avènement d'Henri IV réussirent donc, tout compte fait, à tenir une place très honorable dans l'ensemble de la Réforme française au XVIIe siècle.

Le midi, sous l'Edit de Nantes, perdit l'une de ses provinces les plus florissantes, et fut un temps, éprouvé encore par la guerre. A la mort d'Henri IV, quand l'entourage de Marie de Médicis et de Louis XIII commença le grand œuvre de la Contre-Réformation, le Béarn, où Jeanne d'Albret, souveraine indépendante, avait établi le protestantisme, fut ramené par la violence à l'Eglise romaine. C'était en 1619. On sait que Rohan et Soubise tentèrent alors, pour défendre les libertés menacées, d'unir tout le parti contre le roi, et qu'ils ne soulevèrent que l'ouest et le sud. La lutte se concentra autour de La Rochelle dans l'ouest. Dans le midi, Montauban subit un siège, l'Ariège (le Mas d'Azil) fut ensanglanté, et Rohan fit son dernier effort à Castres, dans les Cévennes et dans le Vivarais (Privas).

Le Languedoc, dernier boulevard de la résistance, sortit donc sans graves atteintes de ces trois guerres de dix ans (1619-1629). Il demeurait un bloc intact. Il resta dès lors l'objet d'une attention particulière de la part des politiques qui, patiemment, menèrent à sa fin l'œuvre de la Révocation. M. le professeur Gachon a déjà remarqué, en effet, dans une étude qu'il a poussée dans le détail, que la longue procédure menée contre les protestants depuis 1660 « a trouvé surtout en Languedoc, à ses débuts, ses formules principales et ses applications, étendues ensuite au reste du royaume » (1). La cour, évidemment, s'essaie sur le pays huguenot qui depuis Rohan apparaît comme le plus susceptible de réagir,

(1) P. GACHON, *Quelques préliminaires de la Révocation de l'Edit de Nantes en Languedoc* (Toulouse, 1899), p. 8.

et c'est en constatant la soumission avec laquelle il accepte cette épreuve, qu'on ose aller de l'avant.

Vers 1680, la méthode de la procédure étant jugée trop lente, on se résout à la violence. Mais ce ne sera pas dans le nord qu'elle sera appliquée : les campagnes y sont trop faibles, et les villes trop fortes. Ce ne sera pas non plus dans le midi, car la révolte y est à craindre. On s'arrête donc au Poitou : les protestants y sont nombreux, et la province, essentiellement agricole, est d'esprit paisible. C'est là qu'en 1681 a donc lieu la première « mission bottée », le premier essai de ramener les obstinés à l'Eglise catholique par le moyen des logements de soldats. Des abjurations extorquées sont enregistrées par milliers. Cette dragonnade est officiellement désavouée à Paris, mais elle a produit de trop beaux résultats pour qu'il ne soit pas question de la reprendre. Elle recommencera donc en 1685, mais la façon dont elle sera alors organisée, est instructive, du point de vue géographique où nous nous plaçons, car elle nous apprend qu'à cette date la région qui passait pour « le centre de l'huguenotisme » était le Languedoc, et tout particulièrement Nîmes, avec les Cévennes qui dominent sa plaine.

Après la dragonnade du Poitou, la cour craignit un instant que « la patience des huguenots » dont on avait fait un proverbe, que leur apathie, mélange à la fois de loyalisme et de piété, ne disparût. Les succès des soldats avaient fait perdre aux convertisseurs les ménagements qu'ils avaient su garder. On devina vaguement, dans le peuple protestant, après n'avoir jamais osé y croire, « qu'on travaillait à une Révocation ». Le sud-est esquissa une résistance. En 1683, sur l'initiative d'un avocat originaire de Nîmes, Claude Brousson, des Réformés « zélateurs » décidèrent de reprendre, sur les ruines de quelques temples démolis, le culte interdit. Autour de Valence, dans le Vivarais, dans les Basses Cévennes, la brutale répression de cette manifestation donna lieu à une prise d'armes, assez anodine d'ailleurs, de la part de paysans protestants conduits par quelques pasteurs.

Il suffit de cette crise momentanée de colère pour que le passé guerrier de la Réforme fût aussitôt évoqué par ses adversaires. Le Poitou avait subi les logements de dragons sans y répondre par un coup de fusil. Puisque les Cévennes étaient frémissantes, il importait, quand la dragonnade deviendrait générale, de les cerner

étroitement, pour faire planer sur elles une terreur paralysante. De cette préoccupation sortit un plan d'ensemble dont on ignore absolument les auteurs responsables. La besogne fut exécutée avec une telle habileté, une telle promptitude, et le secret des ordres fut si bien gardé, qu'on s'imagine encore, très souvent, que le travail s'accomplit au hasard des circonstances. Rien cependant ne fut plus prudemment étudié.

La présence fortuite de troupes dans le Béarn, en 1685, donna l'occasion à l'intendant de la province d'y dragonner les Réformés. Il perfectionna la manœuvre en inventant la conversion globale d'un bourg ou d'une ville « par délibération ». On gagnait du temps, en ne procédant plus de maison à maison. Aussitôt le Poitou est dragonné à nouveau. Les soldats alors envahissent la Dordogne de Bergerac et la vallée de la Garonne, pour glisser ensuite vers l'est. Montauban est traité « comme une ville prise d'assaut », tellement que le Castrais, épouvanté, n'offre aucune résistance. Du Haut-Languedoc les régiments descendent à Montpellier, qui cède. Ils entrent dans Nîmes, et à ce moment précis, Montpellier, Nîmes et la plaine, voient déferler sur leurs masses huguenotes d'autres troupes qui ont écrasé la Réforme dans le Vivarais et la vallée du Rhône. Tout le Bas-Languedoc, annihilé par la peur, obéit au roi, et c'est alors seulement que le flot des soldats de toutes armes monte à l'assaut de la citadelle cévenole, qui se rend immédiatement. Des bourgs entièrement protestants depuis cent vingt ans se déclarent catholiques en quelques heures, avant même d'avoir vu paraître les régiments sur leur place.

C'est à cette date (octobre 1685) que Louis XIV révoque l'Edit de Nantes, en invoquant dans son nouvel Edit, le fait que « la meilleure et la plus grande partie de ses sujets de la Religion Prétendue Réformée ont embrassé la catholique ». Si le roi ne mentionnait pas les procédés qui avaient provoqué les conversions, les abjurations, pour être de pure forme, n'en étaient pas moins réelles : elles étaient inscrites sur les registres curiaux, et on pouvait les compter. Il est donc exact d'affirmer, du point de vue extérieur, et administratif, que lorsque l'Edit révocatoire fut signé, tout le protestantisme du sud de la Loire avait disparu.

Il restait encore en France les protestants du nord : ceux de la Normandie, de l'Orléanais, de Paris, de la Picardie, de la Champagne, de Sedan, et plus loin, de Metz. Ceux-là, de par l'Edit

révocatoire étaient privés de leurs pasteurs et de leurs temples (pour autant qu'ils les avaient conservés). Mais l'Edit ne leur commandait pas de se faire catholiques. Au contraire, par un dernier article (dont on ne parle jamais), il leur permettait expressément de demeurer dans le royaume. Mais cette clause n'était qu'un leurre. Les protestants du nord furent dragonnés comme leurs frères du midi. Toute la différence est qu'ils le furent après l'Edit, au lieu de l'être avant. Normandie, Picardie, Champagne et Lorraine virent les régiments envahir les demeures huguenotes. La France suivant le titre d'un pamphlet protestant de la Hollande fut alors « toute catholique sous le règne de Louis le Grand ».

Le protestantisme français n'est pas mort de cette horrible épreuve. Mais la Révocation de l'Edit de Nantes et ses suites ont encore modifié la carte de ses communautés.

L'émigration huguenote commençe dès 1685. Elle était interdite, comme on sait, sous de cruelles peines. Mais les frontières, si surveillées qu'elles fussent, laissèrent passer de nombreux fugitifs. Les pays de refuge étant naturellement les contrées protestantes, le départ se fit vers la Suisse, l'Allemagne, la Hollande ou l'Angleterre. On s'explique, dès lors, que les environs de Lyon, la Champagne, la Picardie, Paris et la Normandie se soient particulièrement vidés de réformés.

La Saintonge et l'Aunis, et Bordeaux pareillement, prirent sur leurs vaisseaux ou leurs barques des protestants de la Garonne, de la Dordogne ou du Poitou. Les gens du Languedoc se firent transporter par mer en Espagne ou en Italie pour y attendre des navires hollandais ou anglais. Des caravanes, conduites par des guides, quittèrent les Cévennes ou le Dauphiné pour traverser les défilés du Jura et atteindre Genève ou Neuchâtel. Mais les émigrés du midi et de l'ouest, si important qu'ait été leur nombre, laissaient derrière eux des protestants qui reculèrent devant l'exil. Ceux du nord emportèrent souvent avec leur petite troupe tout ce qui subsistait d'une ancienne Eglise déjà fort restreinte, ou bien, dans des communautés assez fortes, une contagion extraordinaire provoqua une fuite générale qui était possible. (Dieppe et Alençon par exemple perdirent la presque totalité de leurs protestants.) La Révocation eut donc pour effet d'accentuer encore, et très gravement, cette rupture d'équilibre entre le nord et le midi que nous avons à plusieurs reprises déjà signalée.

5. *Restauration du protestantisme au XVIIIe siècle.*

Les âmes violentées par la dragonnade pleurèrent leur lâcheté, et le protestantisme trouva dans ses principes mêmes les éléments de sa réorganisation. Le culte reprit, dans le Dauphiné, le Vivarais, les Cévennes, le Poitou, la Normandie, présidé par des laïcs audacieux, que les autorités royales nommèrent des «prédicants». Leur terre d'élection fut la région qui monte de Nîmes aux sommets de l'Aigoual et de la Lozère. C'est là que se forma à la vocation pastorale Claude Brousson, qui plus tard, en des voyages missionnaires, parut aux environs de Saint-Quentin, en Normandie, aux bords de la Loire, à Lyon, dans le Vivarais et le Dauphiné, vers Castres et Toulouse, et dans le Béarn. Brousson avait trouvé dans les Cévennes ses précurseurs dans le ministère « extraordinaire », les *Lettres pastorales* de Jurieu racontaient à tout le royaume les exploits des prédicateurs du midi : la région du Bas-Languedoc garda donc pendant les quinze années qui suivirent la Révocation une réputation spéciale.

L'attention se fixa davantage encore sur cette province protestante quand éclata la révolte paysanne des Camisards (1702-1704). Le soulèvement fut d'une telle violence — nous n'hésitons pas à dire d'une telle brutalité — que les « Nouveaux Convertis » de la France entière en tirèrent quelque bénéfice. On n'osa plus user contre eux de l'acharnement qui avait été d'abord commandé aux convertisseurs. Un vague apaisement suivit, qui fut aussitôt mis à profit par une nouvelle race de prédicateurs.

A partir de 1715 quelques hommes, dont le plus connu est Antoine Court, travaillèrent à rétablir un corps de pasteurs «réguliers», à constituer des Eglises surveillées par des « Anciens », à unir ces Eglises par des Synodes délibérants. Antoine Court était originaire du Vivarais, et il commença son œuvre de reconstruction dans les Basses-Cévennes, au nord de Nîmes, dans ce quartier privilégié, qui devient à cette époque la cellule-mère d'un organisme nouveau. Il constata rapidement qu'il ne pouvait rien sans l'appui religieux de pasteurs traditionnels, et il ne put les trouver qu'en Suisse (à Zurich et à Lausanne ou à Genève.) Ses amis et lui, parcourant par conséquent les routes du Rhône et du Dauphiné, rétablirent « l'ordre » comme ils disaient, dans les anciens groupements du Dauphiné, du Vivarais, de Nîmes et des Cévennes.

Le mouvement s'étendit lentement : des « pasteurs » (c'est ainsi qu'ils se nommaient maintenant) atteignirent le Rouergue, le Castrais, Montauban, Agen, Bergerac, la Saintonge, le Poitou. Le Poitou était en relations constantes, par ses grandes foires, avec des marchands de bestiaux de la Normandie ; ce fut de la sorte que les « pasteurs » du Poitou connurent des « prédicants » normands et les rattachèrent aux Synodes du midi, (1) jusqu'au jour où le « Séminaire » organisé à Lausanne par Antoine Court put envoyer directement dans la Normandie des pasteurs qu'il avait formés. Plus tard la Provence fut visitée par des pasteurs venus de Nîmes, l'Ariège par d'autres, partis de Castres ; le Béarn par d'autres encore, envoyés d'Agen ou de Montauban.

Dans certaines grandes villes, la présence d'une communauté protestante d'Allemands ou de Suisses alémaniques permit à des familles de « Nouveaux Convertis » de rester fidèles à la tradition de leurs aïeux (Marseille, Lyon). Paris eut des pasteurs, venus de Lausanne, qui rayonnèrent modestement vers Meaux. Enfin dans la Picardie, les Eglises amassées vers Saint-Quentin, cessèrent de se dépeupler par l'émigration, quand elles purent profiter de la présence, sur la frontière, des Eglises wallonnes « de la Barrière » (Tournai), où des pasteurs baptisaient ou mariaient.

Il résulte de ce rapide résumé que la France de l'est, ou du centre, ne fut pas touchée par l'activité des « pasteurs du Désert » (selon l'expression consacrée chez les protestants d'aujourd'hui). Ce n'est pas un mince sujet d'étonnement que de constater cependant que lorsque en 1787 Louis XVI accorda aux protestants l' « Edit de Tolérance » qui leur permettait de faire enregistrer naissances, mariages et décès par un magistrat civil, et qui par là consacrait leur indépendance à l'égard de l'Eglise catholique, on retrouva, vivaces, quoique fort appauvris — en nombre et en instruction — de petits foyers réformés qui s'étaient conservés sous cent ans d'oppression. On ne sait pas, à l'heure actuelle, dans quelles conditions la religion protestante s'est maintenue dans des lieux comme Mer, près d'Orléans, Sancerre, ou Asnières-les-Bourges, ou encore dans certains bourgs de la vallée de la Marne.

(1) Pour ce détail voir : Bulletin, 1899, p. 341.

6. *Le XIXe siècle.*

Nous arrivons au XIXe siècle. Bonaparte, Premier Consul, en même temps qu'il signait avec le pape le Concordat qui rétablissait en France le culte catholique, après la tourmente de la Révolution, s'était mis en relations avec des protestants constitués en comités bénévoles, en vue de rattacher également à l'Etat, en leur donnant un statut régulier, les Eglises réformées, et aussi — voici un fait nouveau — les Eglises luthériennes.

Les Eglises de la Confession d'Augsbourg, en effet, pour la première fois, apportaient au protestantisme français un sérieux appoint. Elles formaient deux agglomérations considérables.

L'une était celle du Pays de Montbéliard. Cette minuscule région, située aux portes de Belfort, était demeurée depuis le XVIe siècle un Comté indépendant, où le protestantisme formait la majorité, les Eglises y étant rattachées à celles du Wurtemberg. Devenu français en 1793, « le Pays » (comme on dit là-bas) enrichit en 1802 le corps des protestants de France.

L'autre groupement était celui des Eglises d'Alsace dont Strasbourg formait le centre. L'Alsace était française depuis Louis XIV, mais cette province, de langue allemande alors, avait conservé son administration particulière. La Révocation de l'Edit de Nantes, si elle y avait eu ses répercussions, n'y avait pas détruit les Eglises. Incorporée définitivement par la Révolution à la « Nation une et indivisible », l'Alsace a joué au XIXe siècle un rôle important dans l'histoire du protestantisme français par l'éclat remarquable de sa Faculté de théologie. Les protestants alsaciens, de plus, essaimèrent en beaucoup de nos villes, notamment après la guerre de 1870, apportant à des communautés un peu épuisées la vigueur de leur énergie intacte. Les événements de 1871 n'avaient pas absolument rompu les liens qui rattachaient les protestants d'Alsace à leurs coréligionnaires de ce côté des Vosges, et le traité de Versailles ayant effacé le traité de Francfort, nous avons la joie intense de retrouver sur la carte de 1923 cette puissante masse dont nous avons déjà éprouvé la valeur (1).

Avec l'Alsace et Montbéliard, Napoléon Ier, pour un temps,

(1) L'Alsace comptait en 1802 — et compte encore — de nombreux groupements réformés (calvinistes) que Bonaparte organisa comme ceux du reste de la France.

adjoignit au protestantisme français d'autres régions qu'il est curieux de mentionner. Le premier Annuaire statistique publié par les protestants de France après leur restauration officielle est de 1807(1). Il concerne une France qui s'étend jusque sur la Belgique, qui touche Mayence, et qui déborde sur la Suisse et sur l'Italie d'aujourd'hui. Il compte par conséquent comme des Eglises françaises les communautés vaudoises de la haute vallée du Pô, Genève et sa banlieue, le Jura bernois au sud de Bâle, la Sarre, Clèves, Mæstricht et Bruxelles.

Restons dans les limites de nos frontières actuelles : Bonaparte, modifiant de sa pleine autorité l'ancienne organisation réformée qui comportait d'abord la paroisse, avec son ou ses pasteurs, avait établi des « Eglises consistoriales », généralement pourvues de plusieurs pasteurs, qui s'étendaient sur un quartier assez large groupant un minimum de 5000 protestants. Si nous relevons l'emplacement des centres divers de ces « Eglises » d'un type nouveau, nous les trouvons dans les parties de notre carte qui sont aujourd'hui teintées de rouge vif.

Ce sont, dans le nord : la haute vallée de l'Oise, Paris, la Normandie, l'Alsace et Montbéliard, avec, en plus, quelques « oratoires » (petits groupements dépendant d'une Eglise consistoriale lointaine) pour Nancy, les environs d'Orléans, Sancerre et Bourges.

Le centre est absolument vide. Mais si nous suivons l'extérieur du Plateau central, nous rencontrons successivement Lyon, le Vivarais, le Dauphiné et la Provence, Nîmes et les Cévennes, Montpellier et le Rouergue, Castres et Toulouse, Montauban, Nérac, Bordeaux et la Dordogne, la Saintonge, l'Aunis, les Charentes et le Poitou. L'Ariège et le Béarn possèdent chacun son Eglise consistoriale.

Telles étaient donc, au début du XIXe siècle les rares régions de la France d'où la Réforme n'avait pu être déracinée par deux cent cinquante ans d'une épreuve presque constante. Si modestes que soient ces agglomérations dans l'ensemble de la nation, on ne saurait leur marchander le respect, quand on songe à l'obstination qu'elles ont mise à maintenir leur tradition.

Il nous reste à exposer dans quelles conditions, et jusqu'à quelle mesure, cette carte de 1807 s'est encore transformée pendant les

(1) *Annuaire ou Répertoire ecclésiastique à l'usage des Eglises réformées et protestantes de l'Empire français*, par Rabaut le Jeune, Paris, 1807.

cent ans qui ont suivi. Trois facteurs sont entrés en jeu pour produire les derniers changements que nous allons mentionner : la dissémination des protestants, l'immigration étrangère, et la propagande.

A côté des « Eglises consistoriales » de 5000 protestants, on pouvait noter en France, dès 1802, des ilots réformés, dont un mouvement incessant de population accroissait sans cesse le nombre. Durant toute la période pendant laquelle les Eglises ont été unies à l'Etat, les protestants ont obtenu la création de nouveaux postes de pasteurs pour desservir ces « disséminés ». Quand une loi a interdit la création de nouveaux postes de pasteurs, on a pu obtenir qu'un poste fût transféré dans une région où il paraissait plus utile.

Ailleurs des communautés faibles ont été alimentées par une immigration de l'étranger dont la valeur fut considérable. A Bourges, par exemple, à Limoges, au Creuzot, à Reims, à Nancy, des Flamands, des Américains, des Alsaciens (après 1870) en développant des industries neuves, ont fourni au protestantisme autochtone l'occasion de reprendre une vigueur inattendue. D'autres centres, plus considérables déjà, ont été comme transformés par cette immigration. Les Suisses (romands ou alémaniques) à Paris, Lyon, Marseille, Nantes ; les Allemands (à Lyon notamment), les Anglais (à Bordeaux) ont envoyé des familles de négociants, ou des négociants qui ont fondé une famille en France, dont les descendants sont maintenant Français, et qui ont fourni aux Eglises protestantes une influence et une richesse inattendues. Au Havre, le grand commerce a été établi au XIXe siècle presque exclusivement par ces personnalités protestantes, étrangères non seulement à la ville ou à la province, mais même à la nation. Il n'était que juste, au surplus, que des pays qui s'étaient si sérieusement enrichis à la fin du XVIIe siècle par le moyen des exilés protestants que Louis XIV avait commis la folie de leur envoyer, rapportassent à la France quelques-uns des biens qu'elle avait ainsi perdus.

On ne voit pas d'ailleurs que cette immigration, très rapidement amalgamée avec le protestantisme français de souche ancienne, ait contribué à la formation de communautés entièrement nouvelles. Mais elle a apporté au protestantisme l'élan d'une foi qui n'avait pas connu la longue souffrance d'une dure persécution, et elle a contribué à lui rendre confiance en ses destinées. Elle a sa part considérable dans l'effort de propagande dont il nous reste à dire un mot, et que le protestantisme appelle « l'évangélisation ».

En 1833 se fondait la *Société évangélique de France*, en 1847 la *Société centrale protestante d'évangélisation* (cette dernière société en 1910, absorbant la première, est devenue la *Société centrale évangélique*). Ces deux organismes se proposaient ouvertement de grouper des protestants épars, et d'amener au protestantisme des catholiques convertis. Les efforts qui ont été faits n'ont pas toujours été suivis de résultats durables. Beaucoup de temples ont été ouverts au XIXe siècle dans des localités où on ne les voit plus aujourd'hui. Il y eut des élans irréfléchis de la part des premiers adeptes, peut-être des erreurs de méthode de la part des évangélistes ou des pasteurs. Cependant en examinant la carte de 1923, on constate que le travail n'a pas été infécond (1). Les sociétés que nous avons nommées, d'autres encore, que nous ne pouvons pas énumérer ici, ont réussi à constituer des groupements réformés, soit dans des provinces autrefois gagnées à la Réforme, et où les habitants se rappelaient vaguement le passé, soit dans des régions où le protestantisme n'avait jamais paru. Tous les points roses qui jalonnent les côtes de la Bretagne, sur notre carte de 1923, ceux qui entourent Mâcon, ceux qui figurent dans le haut département du Lot et la Corrèze, au nord de la Dordogne ou au-dessus de Limoges, représentent des Eglises neuves. Aux frontières de l'Espagne, Oloron en Béarn et Collioure en Roussillon sont dans le même cas, comme aussi les quelques groupements de l'Yonne, de la Haute-Savoie, ou celui de Bastia en Corse. Une mention toute spéciale doit être faite de certains cantons de la Saintonge ou des Charentes. Enfin il faut placer hors de pair le groupement des Eglises du bassin industriel du nord. Abîmées par la récente guerre, ces communautés de mineurs du Pas-de-Calais ou d'ouvriers de Lille et de Roubaix sont considérées par les protestants d'aujourd'hui avec une attention toute particulière, en raison de leurs progrès et de leur inconstable vitalité. C'est dans cette partie de la France qu'au XIXe siècle s'est formée une masse protestante assez serrée pour que la carte de 1923 l'ait marquée de cramoisi, au même titre que les vieilles citadelles réformées qui en 1802 se sont trouvées encore debout. On pourra constater, de plus, sur la carte, qu'à la seule exception du Cantal, tous les départements de France ont maintenant un pasteur, dont la charge,

(1) Voir la petite carte publiée en 1922 par la *Société centrale évangélique*, intitulée : « 75 ans de travail ».

souvent très fatigante et quelquefois aride, consiste à retrouver les protestants isolés répandus sur plusieurs arrondissements. On peut donc prévoir que la distribution géographique du protestantisme français, modifiée en partie depuis 1802, pourra avec le temps subir des changements plus considérables. Les Eglises neuves, comme on en aura fait l'observation, se sont recrutées dans les milieux les plus variés (agricoles ou industriels), et dans les régions du pays les plus diverses.

S'il était permis de hasarder une prévision, qui se fonde sur des faits, on pourrait insinuer que la disproportion si éclatante qui se marque entre le nord et le midi protestant à la seule inspection de la carte actuelle, tendra, avec le temps, à s'effacer. Les anciennes régions huguenotes du midi, celles pour qui « les Pères » sont des héros, et qui n'ont jamais perdu la fierté de leur origine et de leur vigoureuse résistance, semblent aujourd'hui avoir perdu la prépondérance incontestée qu'elles ont gardée dans l'ensemble du protestantisme français jusque vers 1860 ou 1870. Elles souffrent tout particulièrement du fléau de la dépopulation. Vers la Garonne, notamment, des communautés de 2000 fidèles, sont tombées à 400 en une trentaine d'années. Moralement, elles semblent s'être reposées si longtemps sur l'orgueil de leur résistance, qu'elles vivent du passé plus que de leur élan vers l'avenir. On peut ajouter qu'elles ont été plus violemment agitées, et intérieurement divisées par la crise théologique qui a renouvelé entre 1850 et 1870 la théologie protestante.

Les Eglises qui sont au nord de la Loire, moins populeuses, ont été dans la nécessité absolue d'agir si elles voulaient vivre, et leur faiblesse a fait leur force. En cette année 1924, on peut déclarer, sans froisser personne, que les protestants de la Normandie, de Paris, du nord et de l'est — ajoutons-y ceux de Lyon — exercent sur l'ensemble des Eglises de France une influence qui contrebalance celle des groupements de Bordeaux, Montauban, Montpellier ou Nîmes. Il ne s'agit pas, cela va sans dire, d'une opposition de tendances, ni d'une rivalité à laquelle personne ne pense. Parlant uniquement d'une situation géographique, nous notons simplement — sans en tirer aucune conséquence — que le centre de gravité du protestantisme français, qui depuis la seconde guerre de religion, en 1565, était au sud du Plateau central, tend maintenant à remonter.

Le Havre. CH. BOST.